

Courrier type aux député.es envoi amendements PLF

Expéditeur

Adresse

Mail

Destinataire

Adresse postale

Code postal Ville

À Ville, le jour/mois 2026

Objet : semaine de mobilisation des solidarités nationale et locale et budget 2027 : propositions de la FAS

Madame la Députée, monsieur le Député,

Nous souhaitons attirer votre attention sur les **propositions d'amendements portées par la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)** dans le cadre du projet de loi de finances et du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2027, que vous trouverez en pièce jointe. Elles visent à renforcer la solidarité nationale dans un contexte d'**urgence sociale**, d'augmentation de la pauvreté et des besoins sociaux, alors que les financements publics consacrés aux solidarités sont en baisse. Elles s'appuient sur l'expertise terrain de notre réseau associatif et l'accompagnement au quotidien des personnes en situation de précarité.

En 2024, d'après l'INSEE, 9,8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire en France métropolitaine, soit 15,4 % de la population, un niveau record depuis 1996. Cette situation alarmante se traduit notamment par l'absence de solution d'hébergement pour 2 355 enfants, dont 514 âgés de moins de trois ans, dans la nuit du 18 au 19 août 2026, malgré un appel au 115, comme le révèle le dernier baromètre "Enfants à la rue" de la FAS et de l'UNICEF. Le 31ème rapport sur l'état du mal-logement en France publié par la Fondation pour le Logement des Défavorisés dénombre 350 000 personnes sans domicile et 2,8 millions de ménages en attente d'un logement social en 2025.

Par ailleurs, d'après l'enquête menée auprès du réseau de la FAS, **quatre associations sur cinq anticipent une dégradation ou une incertitude totale sur les douze prochains mois, du fait d'une fragilisation financière systémique** qui compromet la continuité et la qualité de l'accompagnement des personnes les plus vulnérables.

Face à ces constats et dans la perspective des enjeux de l'année 2027, il est indispensable que le budget soit à la hauteur des besoins sociaux. Il s'agit de mieux répartir l'effort collectif afin de garantir l'accès aux droits fondamentaux et renforcer la solidarité.

Nos propositions visent notamment à :

- Créer 10 000 places supplémentaires d'hébergement pour répondre aux besoins actuels et des places spécialisées pour les femmes victimes de violences ; les personnes en situation de prostitution et/ou les victimes de traite des êtres humains ; les femmes en situation de pré ou post-maternité
- Relancer la production de logements sociaux
- Annuler les économies prévues sur l'insertion par l'activité économique (IAE) et maintenir une politique de l'emploi ambitieuse

- Prévoir des places d'hébergement d'urgence pour l'ensemble des demandeurs d'asile, leur assurer un accueil digne et un accès aux droits en matière de santé et de lutte contre les violences
- Indexer les prestations sociales sur l'inflation
- Mieux lutter contre les violences conjugales, renforcer les dispositifs de sortie de la prostitution, et de prise en charge des victimes de la traite des êtres humains
- Assurer aux personnes précaires, notamment les femmes, les personnes âgées et les personnes exilées, un accès digne à la santé, y compris la santé mentale
- Sortir de la stigmatisation des personnes précaires, en reconnaissant la légitimité de leurs droits et de leur dignité, en garantissant la sécurité alimentaire et l'accès à la culture.

Ces mesures, parmi d'autres, contribueraient à bâtir un budget réellement solidaire, garant d'une société plus juste et plus inclusive.

Nous serions heureux de pouvoir échanger avec vous sur ces propositions.

Alors que le budget sera au cœur de l'agenda parlementaire, aux côtés de partenaires de l'ensemble du secteur social et médico-social, nous nous [mobilisons la semaine du 12 au 17 octobre](#) au niveau national et dans toutes les régions, **pour alerter sur la situation dramatique que subit le secteur des solidarités.**

Vous remerciant pour l'attention que vous porterez à ces propositions, nous restons à votre disposition pour échanger et vous prions d'agréer, [adapter le destinataire](#), l'expression de notre haute considération.

[Signature](#)